

NATIONS UNIES

**COMMISSION ÉCONOMIQUE
POUR L'AMÉRIQUE LATINE
ET LES CARAÏBES -
CEPALC**



Distr.
LIMITÉE

LC/MEX/L.564
17 Octobre 2003

ORIGINAL: ESPAGNOL

**HAÏTI: ÉVOLUTION ÉCONOMIQUE DE L'ANNÉE 2002
ET LES PERSPECTIVES POUR 2003**

TABLE DES MATIERES

	<u>Page</u>
1. Caractéristiques générales de l'évolution récente.....	1
2. Perspectives pour l'année 2003	2
3. L'évolution du secteur externe	4
4. La politique économique et les réformes structurelles.....	6
a) La politique fiscale.....	6
b) La politique monétaire	6
c) La politique de change	7
d) La politique commerciale.....	7
5. La production, l'emploi et les prix.....	8
a) L'activité économique.....	8
b) Les prix, les rémunérations et l'emploi.....	9
<u>Annexe statistique</u>	11

TABLEAUX

<u>Tableau</u>	<u>Page</u>
1 Principaux indicateurs économiques, 1998-2002	13
2 Principaux indicateurs trimestriels, 2001-2003	15
3 Offre et demande globales, 1998-2002.....	16
4 Produit intérieur brut par principaux secteurs, aux prix du marché, 1998-2002	17
5 Indicateurs de la production agricole et de l'élevage, 1997-2002	18
6 Indicateurs de la production industrielle, 1998-2002.....	19
7 Evolution de la production et de la consommation d'électricité, 1998-2002	20
8 Principaux indicateurs du commerce extérieur de biens, 1995-2002	21
9 Exportations de biens fob, 1998-2002	22
10 Importations de biens cif, 1998-2002	23

<u>Tableau</u>	<u>Page</u>
11 Balance des paiements (présentation analytique), 1997-2002	24
12 Évolution du taux de change, 1996-2002	25
13 Indicateurs de l'endettement externe, 1997-2002	26
14 Évolution des prix intérieurs, 1996-2002.....	27
15 Évolution des prix à la consommation, 1999-2003.....	28
16 Évolution des rémunérations, 1996-2002	29
17-A Indicateurs monétaires, 1998-2002	30
17-B Bilan de la BRH, 1997-2002.....	31
18 Recettes et dépenses du gouvernement central, 1998-2002.....	32
19 Indicateurs du système bancaire, 1998-2002	33

HAÏTI: EVOLUTION ECONOMIQUE DE L'ANNEE 2002

1. Caractéristiques générales de l'évolution récente ¹

Dans un contexte national caractérisé par la persistance de l'instabilité politique et institutionnelle, le taux de croissance économique d'Haïti a été négatif en 2002, la deuxième année consécutive, à la suite d'une contraction du produit interne brut (PIB) de 0,9%. La faible progression obtenue les années précédentes de certains indicateurs macroéconomiques a régressé de manière significative, donnant lieu à une plus grande fragilité des comptes publics, avec un déficit fiscal de 2,9% du PIB et une forte chute tant des exportations (-10%) que des importations (-7%). Les conséquences sociales adverses dérivées de cette situation dans l'unique Pays Moins Avancé (PMA) de la région sont importantes et plusieurs institutions internationales mentionnent même la possibilité d'un risque humanitaire imminent, puisque des secteurs de la population chaque fois plus nombreux ont atteint un seuil de vulnérabilité critique.

Parmi les quelques facteurs qui ont permis d'éviter une détérioration plus importante de la situation économique, on compte les flux des transferts privés dont le montant total s'est élevé à 676 millions de dollars, ainsi que l'évolution favorable des termes de l'échange grâce à la baisse des prix des hydrocarbures. Le déficit du solde global (-80,5 millions de dollars) a été couvert par une diminution des réserves de 49 millions de dollars et un financement exceptionnel, les arriérés accumulés du service de la dette externe et un refinancement de 28 millions de dollars. A la fin de l'année fiscale, les réserves internationales nettes couvraient moins de deux mois d'importations.

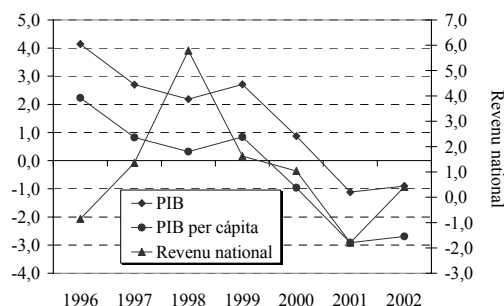
Les finances du gouvernement central ont présenté une amélioration de la contribution indirecte (16,6%) et des recettes réelles (12,2%) grâce aux recouvrements plus importants sur le commerce extérieur (7,4%). Cependant, la forte augmentation des dépenses de fonctionnement de l'administration publique (40,6%) a été un facteur déterminant qui a contrecarré la diminution du déficit du gouvernement central, financé exclusivement par des ressources de la Banque Centrale d'Haïti (Banque de la République d'Haïti, BRH) et l'accumulation des arriérés du service de la dette externe.

L'incapacité d'assainir le déficit public et de couvrir les arriérés du service de la dette externe, ainsi que la politique de subside aux prix domestiques des dérivés des hydrocarbures, ont été les principaux obstacles à la signature d'un nouveau programme intérimaire (*Staff-monitored program*) avec le Fonds monétaire international (FMI). Malgré les démarches effectuées par les autorités nationales en 2001 et 2002, cet accord ne s'est concrétisé qu'au mois de mai dernier. Les autorités se sont engagées à réduire l'inflation et le déficit public, à stabiliser

Graphique 1

PRODUIT ET REVENU NATIONAL BRUT

(Taux de croissance)



Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

le taux de change et à créer un climat politique susceptible de restaurer la confiance des acteurs économiques nationaux, ainsi que de la communauté financière internationale.

La fragilité du système financier s'est aggravée à la suite de la crise qui a ébranlé les Coopératives d'Épargne et de Crédit —caisses populaires— au début du deuxième trimestre, culminant avec l'effondrement de ces schémas financiers parallèles vers le mois de juillet 2002,

lorsque les coopératives déclarèrent la suspension des paiements à leurs clients. Les autorités n'ont pu restituer la plupart des fonds gérés par ces institutions; ce fait, auquel s'ajoute une absence de législation en la matière, a causé des pertes parmi les épargnants estimées à près de 200 millions de dollars² et des préjudices non encore comptabilisés tant au système financier qu'à l'ensemble de l'économie, qu'atteste la dégradation de l'épargne des familles.

2. Perspectives pour l'année 2003³

A seulement trois mois de la fin de l'année fiscale 2003, les signes tant d'une possible solution à l'impasse politique (voir l'encart) que vit le pays que d'une relance de l'économie sont peu nombreux. En ce qui concerne le premier point, un grand scepticisme prévaut dans les milieux politiques nationaux et la communauté internationale. Malgré la dernière mission effectuée par l'OEA en mars 2003 et ses récentes décisions à la 33^e Assemblée générale en juin, les progrès pour aplanir les principaux points du conflit entre l'opposition et le gouvernement —surji à l'issue des résultats des élections législatives en mai 2000 et que des acteurs additionnels ont aggravé— sont encore très restreints et on n'entrevoit pas de solution prometteuse à court terme. Au contraire, on observe une polarisation grandissante, qui incorpore à la scène politique, outre les forces politiques «traditionnelles» —Fanni Lavalas (parti du gouvernement) et Convergence Démocratique (coalition de diverses organisations d'opposition)— d'autres secteurs de la société civile, en particulier le dénommé «Groupe des 184».

Sur le plan économique, dès le début de l'exercice fiscal en octobre 2002, on a enregistré des signes d'instabilité préoccupants suite aux persistantes rumeurs d'une possible conversion en monnaie nationale des dépôts en dollars, ce qui a occasionné une dévaluation accélérée de la gourde et une importante fuite de devises évaluée à près de 90 millions de dollars. Pareillement, l'incertitude est demeurée quant à la reprise du financement externe, l'approbation du nouveau budget et les «règles du jeu» pour l'année 2003.

A la suite de la hausse des prix internes des dérivés des hydrocarbures (52%) à partir du mois de janvier, suivie de multiples ajustements ultérieurs qui atteignent plus de 100% à ce jour, une nette reprise de l'inflation s'est manifestée (39,3% en glissement annuel au mois d'avril). D'autres facteurs aggravant ce phénomène ont

été le financement au secteur public et la dévaluation accélérée de la monnaie nationale, qui à la fin du mois de mai accumulait déjà une dépréciation de 57% en glissement annuel.

Après sept années sans ajustement, le nouveau salaire minimum (70 gourdes par jour), stipulé au début de février, n'a pu pallier la perte du pouvoir d'achat de l'ensemble de la population face aux hausses de prix généralisées.

Les interventions de la BRH sur le marché des changes en opérations d'achats de devises atteignaient au mois d'avril environ 30 millions de dollars pour couvrir les obligations des autorités, en particulier la facture des importations pétrolières. Cependant, les pertes de réserves n'ont pu être compensées et, face aux «spéculations» contre la gourde au début de l'année fiscale en cours (octobre-novembre) et

en février, il ne s'est manifesté ni capacité ni volonté d'intervenir.

Par ailleurs, le financement au secteur public a enregistré une forte augmentation, qui à la fin du mois de janvier représentait 75% du montant accumulé au cours de l'exercice précédent. Afin de contenir la pression inflationniste

et de freiner la dévaluation de la monnaie nationale, la BRH a augmenté à trois reprises les rendements des bons BRH à 91 jours (15,6%, 24,4% et 27,5% au mois de novembre, février et mars, respectivement), pour rendre les portefeuilles d'investissement plus attrayants et ralentir l'évolution à la hausse du dollar.

Encart

HAÏTI: L'IMPASSE POLITIQUE ET INSTITUTIONNELLE

Il semble que la situation d'Haïti depuis quelques années ne cesse de tourner en rond autour de la case départ, tandis que la même question est encore et encore réitérée: comment sortir de l'impasse qui frappe cette nation?

L'instabilité politique et institutionnelle des trois dernières années subsiste —depuis les élections législatives de mai 2000— du fait que plusieurs conditions émises dans les résolutions 806 (janvier 2002) et 822 (septembre 2002) du Conseil Permanent de l'Organisation des Etats Américains (OEA) n'ont toujours pas été satisfaites, pour permettre une nouvelle voie de négociation entre le gouvernement et la principale coalition d'opposition, Convergence Démocratique.

Un des sujets de controverse demeure la conformation du Conseil électoral provisoire (CEP), instance chargée de la préparation des élections législatives de 2003. Sa constitution requiert la nomination de neuf représentants sectoriels, tant du gouvernement que des partis d'opposition et de la société civile. Le refus de ces deux derniers secteurs de participer dans cet organe, car ils considèrent que les circonstances actuelles ne garantissent pas la réalisation d'élections libres et sûres, ne permet pas d'apporter une solution à une des conditions clef —selon les résolutions approuvées par l' OEA— au déblocage de la situation politique.

Les tentatives de concertation d'une solution négociée n'ont toujours pas abouti et le troisième rapport de l' OEA (25 mars 2003) reflète un net scepticisme de la communauté internationale qui signale dans ses conclusions que «En dépit des progrès tangibles réalisés sur plusieurs fronts, le Gouvernement n'a pas accompli suffisamment pour convaincre le peuple haïtien dans son ensemble, ou la communauté internationale, qu'il compte sérieusement respecter les engagements volontaires qu'il a pris aux termes des résolutions 806 et 822. Il a besoin de mettre un terme à la question des Réparations et de prendre sans délais les décisions fermes qui s'imposent, entre autres questions, en matière de police, d'impunité, de désarmement et d'établissement d'un climat de confiance pour la sécurité des élections. Les assurances verbales ne suffiront pas. Une mise en oeuvre rapide et réelle des différents Termes de référence constitue la meilleure voie à suivre...». Les récentes décisions de la 33^e Assemblée Générale de l' OEA au mois de juin n'ont pas sensiblement dépassé les considérations antérieures et ont à nouveau exhorté les parties à rechercher une prompt solution.

D'autre part, dès la fin du mois de décembre 2002 certains secteurs de la société civile —le dénommé *Groupe des 184*— se sont ouvertement incorporés au débat politique, et dans un rôle toujours plus prépondérant, réclament un «nouveau contrat social» susceptible d'offrir des alternatives au marasme politique, social et économique que vit la nation haïtienne. La pluralité des mouvements qui intègrent cette association —organisations patronales, syndicales, corporatives et personnalités intellectuelles—, et sa présence toujours plus déterminée dans les forums nationaux, l'ont convertie au cours des derniers mois en un acteur notable de la scène politique.

Le budget du nouvel exercice fiscal —ratifié au début du mois de juin— prévoit une réduction du financement de la BRH, fondée sur

l'hypothèse de nouveaux apports externes (environ 60 millions de dollars) et de l'augmentation de la totalité des recettes nomina-

les de 25%. Ce dernier objectif est difficilement réalisable, à moins que ne puissent agir simultanément les effets combinés de l'augmentation du taux de l'IVA (de 10% à 12%, selon la recommandation du FMI) et une réactivation substantielle du commerce extérieur.

Le financement externe demeure en grande partie gelé et bien qu'une solution au conflit politique et institutionnel entre le gouvernement et l'opposition faciliterait les décaissements de nouvelles ressources, leurs effets ne se feraient sentir qu'au cours du prochain exercice fiscal (2003-2004). Au mois de février les paiements échus atteignaient 65 millions de dollars, principalement auprès de la Banque mondiale (23 millions de dollars) et de la Banque interaméricaine de Développement, BID (28 millions de dollars). Les arriérés du service de la dette externe souscrite auprès de cette dernière institution ont mis en danger de reversion les crédits déjà approuvés par cet organisme (300 millions de dollars), mais conditionnés à la régularisation des arriérés échus. Cela explique dans une large mesure les multiples gestions entreprises par les autorités, qui ont pu aboutir début juillet — moyennant le paiement des échéances aux dépens des réserves internationales — pour résoudre la situation et accéder ainsi à des ressources additionnelles presque immédiates pour environ 50 millions de dollars par le biais de la procédure accélérée de concession de prêts (*Policy-based lending*, PBL).

L'exercice fiscal 2003 prévoit, dans le cadre de la célébration du bicentenaire de l'indépendance d'Haïti l'année prochaine,

plusieurs projets d'investissements étrangers directs (IED) en matière de tourisme avec des associés américains et français pour un montant d'environ 75 millions de dollars. La plupart des projets sont encore à la phase préliminaire, et au cas où l'exécution d'environ 25 millions de dollars se réaliserait au cours de l'année, cela représenterait un niveau d'investissement étranger record par rapport aux 20 dernières années.

Les chiffres du commerce extérieur avec les Etats-Unis, principal partenaire commercial d'Haïti, indiquent pour la période octobre-avril une reprise tant des exportations (22%) que des importations (31%) en glissement annuel par rapport à la même période de l'année précédente. En ce qui concerne les exportations, les principaux facteurs qui ont contribué à cette amélioration ont été l'augmentation des produits de l'industrie de sous-traitance textile (14% en volume et 12% en valeur) et du cacao (81% en volume et 197% en valeur). De leur côté, les importations d'un nombre réduit de denrées de consommation (riz, blé, poulets et légumineux) expliquent l'augmentation de plus de 50% de cette rubrique. Les importations de riz ont augmenté de 22% et 50% en valeur et volume, respectivement. Il faut rappeler que ce produit représente 11% de l'offre des produits agricoles.

L'ensemble de ces facteurs politiques et économiques, ainsi que les pronostics d'une croissance modérée de l'économie américaine ne permettent pas de présager, à seulement trois mois de son achèvement, une relance de l'économie haïtienne pour l'année fiscale 2003.

3. L'évolution du secteur externe

Traditionnellement le commerce extérieur de l'économie haïtienne est déficitaire, sans que cela soit compensé par le solde des services à la différence d'autres économies des Caraïbes où les activités de tourisme aident à combler le déficit. L'aggravation des conditions de production interne, d'une part, et le ralentissement de l'économie des Etats-Unis en 2002, d'autre part, ont été des facteurs déterminants de la récession du secteur externe.

Malgré la baisse tant en termes nominaux (7%) que réels (4%) des importations de biens,

en raison de leur part considérable dans l'offre globale (53%) et du caractère incontournable de

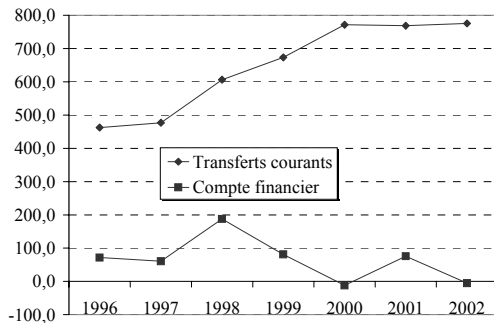
certaines de ses composantes (en particulier, les hydrocarbures et les aliments), le déficit commercial est demeuré considérable (24% du PIB) et pratiquement inchangé par rapport à l'année précédente. Cette situation a prévalu dans une conjoncture cependant relativement favorable —pour l'économie haïtienne— des prix internationaux des hydrocarbures, qui ont chuté de 19% en moyenne au cours de l'année fiscale 2002, de même que certains autres produits comme le riz (-15%), de grande importance dans le panier des importations, ce qui a eu une incidence sur la récupération des termes de l'échange (8%).

Pareillement, les exportations ont eu une performance défavorable (-10% en valeur et -14% en volume) pour troisième année consécutive et n'ont pu compenser le déficit commercial, étant donné qu'elles couvrent à peine un tiers des importations.

Graphique 2

**TRANSFERTS COURANTS ET ÉQUILIBRE
DE LA BALANCE DES PAIEMENTS**

(Millions de dollars)



Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

L'analyse de l'évolution du commerce extérieur haïtien avec les Etats-Unis, son principal marché de destination (91%) et d'origine (55%), révèle une chute similaire à celle de l'ensemble des exportations et des importations de biens (9% et 5%, respectivement). Il est à souligner que les conditions

déprimées de la demande américaine ont eu des effets adverses sur l'industrie de sous-traitance textile et de confection, qui a accusé une baisse sensible en valeur et en volume (-7,8% et -8,7%, respectivement). Par contre, on observe une reprise substantielle des exportations de mangues (63% et 48% en valeur et volume, respectivement) et de cacao (164% et 48% en valeur et volume, respectivement), qui s'est bénéficié d'une hausse notable des prix internationaux (57%).

Seuls l'apport décisif des transferts privés (676 millions de dollars) et l'accumulation d'arriérés (49 millions de dollars) d'obligations de paiement d'intérêts de la dette externe ont évité un plus grand déficit du compte courant (-1,4% du PIB) et du solde global (-2,4% du PIB), respectivement. Le premier est une composante incontournable pour comprendre la réalité socio-économique haïtienne, tant par son poids spécifique (20% du PIB), très au-dessus de celui observé dans d'autres pays de la région (13% au Salvador et 8% en République Dominicaine), que par le fait qu'il constitue la plus grande source de devises du pays, avec des niveaux qui doublent celui des exportations de biens et de services.

Les arriérés du service de la dette externe encourus par les autorités haïtiennes se sont convertis en un sujet de dissension entre ces dernières et la communauté internationale à la suite de la «conditionnalité» —solution à l'impasse politique— liée à de nouveaux décaissements, à l'exception des prêts souscrits auprès de la BID, dont l'unique condition est la régularisation des paiements échus. Au cours de l'année fiscale écoulée, les arriérés accumulés se sont élevés à 49 millions de dollars, alors que les décaissements ont à peine atteint 13 millions de dollars, qui sont loin d'apporter les nouvelles ressources que le pays nécessite. En conséquence, le solde de la dette globale n'a pratiquement pas varié (1.212 millions de dollars), mais son équivalent par rapport au PIB s'est élevé à 35,6%.

4. La politique économique et les réformes structurelles

En raison de l'instabilité du contexte politique et institutionnel et d'une marge de manoeuvre très réduite, les quelques mesures que les autorités ont entreprises en 2002 ont été insuffisantes pour éviter une détérioration macroéconomique générale. En ce qui concerne la politique économique les mesures conservatrices ont prévalu visant à atténuer les effets prévisibles et pernicioeux tant de la récession prolongée qui frappe l'économie du pays que d'une conjoncture internationale particulièrement adverse.

a) La politique fiscale

Devant l'absence de financement externe il a été fait appel à la Banque Centrale pour couvrir le déficit fiscal (2,9% du PIB), alors que s'enregistrait une accumulation sans précédent d'arriérés du service de la dette externe. Le crédit au secteur public a atteint 16% du PIB et a permis de couvrir principalement les dépenses courantes et de réaliser et terminer quelques travaux publics en cours.

On observe pendant l'année une augmentation en termes réels des recettes totales (12,2%), grâce à une récupération substantielle des impôts sur le commerce extérieur (7%), de l'IVA (17%) et des recettes directes (17%); les deux premières rubriques ont contribué pour environ 60% au total des recettes. Cependant, en raison de la persistance de la stagnation économique, ces résultats en termes de niveau sont restés inférieurs (10%) à ceux observés en 1999. Par ailleurs, ces augmentations n'ont pu contrecarrer l'accroissement des dépenses totales réelles, de 11%, en raison, principalement, de l'augmentation considérable des dépenses de fonctionnement (41%) et d'investissement (11%), alors que les dépenses sociales —déjà limitées, avec une part d'à peine 3% du PIB— ont été amputées de 3,5% en termes réels.

b) La politique monétaire

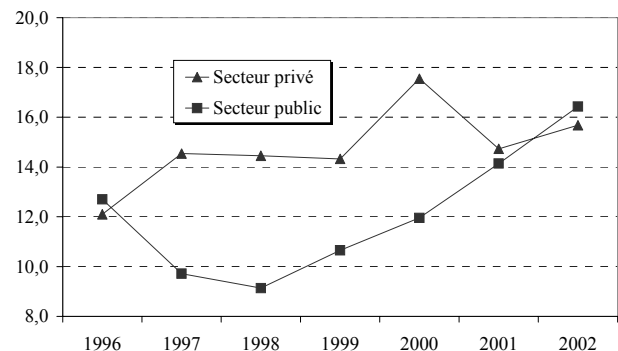
La politique monétaire a cherché à modérer la tendance à la récession que traversait l'économie au moyen d'une plus grande flexibilité. Les taux d'intérêt sur les bons BRH à 91 jours (taux leader) ont sensiblement baissé au cours de l'année fiscale (de 20,1% à 10,3%) et l'offre monétaire s'est accrue de 6,4% réels. Cela a provoqué une légère reprise du crédit au

secteur privé (4,3%) —après une chute de 18% l'année précédente—, très inférieure à celle du crédit au secteur public (13,9%) et certes insuffisante pour réactiver les secteurs productifs de l'économie, si l'on considère les expectatives peu optimistes nées du climat d'instabilité politique générale et des taux d'intérêts réels élevés (16,3%).

Graphique 3

CRÉDIT INTERNE

(% du PIB)



Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

Avec la fermeture en juillet 2002 des dernières Coopératives d'Épargne et de Crédit et l'instrumentation des mécanismes institutionnels visant à contrôler les activités des sociétés parafinancières, les risques les plus pernicioeux de cette conjoncture semblent conjurés. Cependant, les effets financiers (sans compter les conséquences sociales, mises en évidence par les incessantes réclamations des victimes de la fraude) liés à cette crise ont occasionné la diminution des dépôts à terme en monnaie nationale, unique passif monétaire qui a enregistré une baisse réelle (-5,3%). L'ensemble du

système bancaire s'est senti sans aucun doute —dans ses indicateurs de rentabilité, mais surtout dans la qualité de ses actifs— de la dégradation du contexte économique global et du cadre financier en particulier. Les bénéfices nets du système bancaire ont diminué de 24% en termes réels, alors que les provisions pour créances douteuses en tant que pourcentage des prêts improductifs bruts s'élevèrent à 84,4% (par rapport à 66,3% en 2001).

c) La politique de change

Les interventions nettes de la BRH sur le marché des changes au cours de l'année s'élevèrent à près de 16 millions de dollars —uniquement en opérations d'achats de devises— par rapport à seulement 3 millions pendant l'exercice précédent.

Les autorités monétaires ont maintenu une politique flexible en termes de change. Le taux de change annuel moyen (27 gourdes pour 1 dollar) s'est dévalué de 14%, tandis que le taux de change réel se dévaluait de 6%.

L'ensemble des opérations sur le marché des changes a atteint au total près de 862 millions de dollars, représentant une hausse de 20% par rapport à l'année précédente, et la dollarisation de l'économie s'est amplifiée. A la fin de l'exercice fiscal les dépôts en devises représentaient 37% de la liquidité élargie (M3), et 45% du total des dépôts du système. Malgré cela, l'incertitude économique, politique et sociale qui a prévalu a provoqué une modification de la composition des portefeuilles de ces dépôts vers des instruments de plus grande liquidité. Cela s'est reflété dans le fait que les dépôts à terme en dollars sont passés de 43% en 2001 à 37% du montant total des dépôts en devises pendant 2002. Le déclin du niveau d'activité et des revenus a également contribué à ce phénomène, en ne permettant pas que les agents immobilisent leurs actifs monétaires à de plus longs termes.

d) La politique commerciale

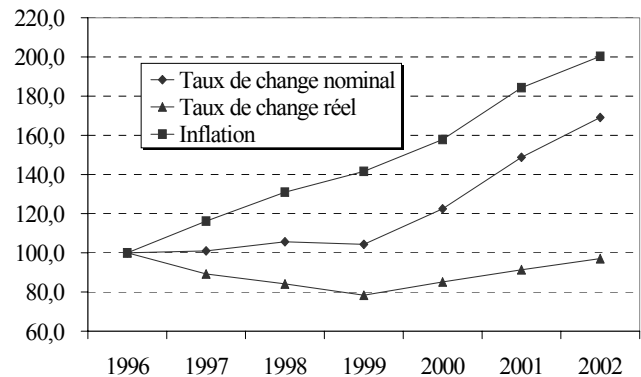
Généralement, Haïti garde un profil bas dans les organismes régionaux d'intégration

commerciale. Une exception à cet égard a été —en juillet 2002— la ratification formelle de

Graphique 4

TAUX DE CHANGE ET INFLATION

(Indices 1996= 100)



Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

son adhésion en tant que 15^e membre à la Communauté des Caraïbes (CARICOM, pour son sigle en anglais), organisme où il participait depuis 1997 en tant que membre provisoire soumis à la ratification du parlement haïtien. Il est encore prématuré pour évaluer les effets possibles de cette participation sur l'économie nationale. Cependant, il est à souligner qu'à la différence de ses associés dans cet organisme, l'économie haïtienne avait entrepris depuis 1995 une ouverture presque unilatérale vers le marché mondial, raison pour laquelle ses tarifs douaniers se situent parmi les plus bas de la région. Précisément, le niveau maximum de droit de douane est de 15%, sauf de rares exceptions (l'essence, par exemple, 57,8%). Au cours des négociations avec la CARICOM, Haïti s'est bénéficié d'un ensemble de sauvegardes, en particulier son statut d'unique Pays Moins Avancé (PMA) de la région, et d'exonérations d'impôts renouvelables sur près de 500 produits, en raison des «Tarifs Externes Communs» appliqués sous le régime de la CARICOM.

5. La production, l'emploi et les prix

a) L'activité économique

Le niveau de l'offre globale de l'économie haïtienne s'est élevé de 23% en 2002 par rapport à celui observé cinq ans auparavant (1998). Cependant, pour approvisionner le marché national il a fallu recourir à un niveau d'importations 52% plus élevé que celui de ces années-là, en raison d'une faible évolution (1,5%) du produit interne brut au cours du quinquennat. Les conditions structurelles sous-jacentes à ces phénomènes, loin de rétrocéder, se sont intensifiées pendant l'année fiscale 2002. Le revenu national disponible a stagné (0,4%), le PIB par habitant a de nouveau reculé pour troisième année consécutive (-2,7%) en raison d'une nouvelle diminution du PIB (-0,9%), qui s'est accompagnée d'une variation similaire (-0,8%) des importations de biens et de services. En ce qui concerne la demande, l'évolution négative de la consommation privée (-1,4%) et des exportations de biens et de services (-2,9%), et la virtuelle stagnation de l'investissement (1,3%) ont confirmé une nouvelle phase de récession de l'économie nationale.

L'offre de biens et de services domestiques a régressé, en grande partie à la suite de la récession observée dans le secteur agricole (-3,7%), attribuable aux conditions climatiques défavorables (sécheresses et inondations), mais principalement à l'accumulation d'effets négatifs liés aux carences structurelles qui affectent le secteur, incapable de concurrencer l'offre agricole externe et manquant de ressources tant productives que financières. Il faut ajouter à cela l'influence d'une nouvelle baisse (-11%) des prix internationaux du café, une des principales cultures de rente du pays. La performance ascendante des exportations de mangues et de cacao n'a pas été suffisante pour transmettre à l'ensemble de ce secteur les bénéfices conjoncturels résultant des prix (cacao) ou de la production (mangues).

Les faibles résultats du secteur des manufactures (0,3%) sont liés à une moindre performance de sa principale composante, les industries de sous-traitance. Pareillement, les autres secteurs d'activité locale ont également enregistré dans la plupart des cas une stagnation ou une nette baisse de rendement, provenant en outre de la sensible contraction de la consommation privée. La demande nationale s'est fortement réorientée vers une gamme de produits où prédomine la pénétration de biens importés, en raison de leurs prix relatifs, et de forte présence

dans le commerce informel. On mentionnera à titre d'exemple les importations de «vêtements usagés» (code 6309 du Système Armonisé) et d'«abats comestibles» (code 0206) en provenance des Etats-Unis, qui se sont élevées à plus de 10 millions de dollars au total.

Il est important de prendre en considération la stagnation des activités de commerce, restaurants et hôtels, rubrique de grande importance dans la formation du PIB (26,5%). Elle révélerait, en conséquence, une baisse ostensible des activités informelles, qui prédominent dans une large mesure dans ce secteur.

Quant au secteur de la construction, sa stagnation (0,9%) reflète également la tendance à la récession de l'ensemble de l'économie, en raison du caractère pro cyclique de cette activité. Les travaux publics entrepris ou terminés au cours de l'année ont atténué sa baisse, étant donné que plus d'un tiers de l'investissement public a été destiné à ce secteur. Or, la hausse des prix des principaux intrants utilisés par le secteur (ciment 21%, barres de fer 9% et blocs 5%) explique en grande partie la phase de récession de la construction privée.

La production d'électricité a constitué le goulot d'étranglement traditionnel de l'activité économique haïtienne. Sa modeste augmentation (1,4%) n'a pu satisfaire ni la demande du secteur commercial et industriel, dont la consommation

représente encore 80% par rapport à celle de 1998, ni celle des foyers (75%). La fermeture provisoire pendant plusieurs mois de l'usine hydroélectrique la plus importante du pays a contraint les autorités à recourir à des fournisseurs privés, d'un côté, et à des subsides supplémentaires à l'entreprise publique en vue d'importations additionnelles d'hydrocarbures, d'autre part.

b) Les prix, les rémunérations et l'emploi

Le taux d'inflation septembre-septembre s'est élevé à 10,1%. Son évolution modérée par rapport à l'année précédente (12,3%) est attribuable en grande partie au déclin de la production et au subside de certains prix domestiques clef (hydrocarbures). Cependant, une ventilation de certaines rubriques plus spécifiques et de grand impact sur la consommation nationale, en particulier les produits agricoles d'origine domestique, révèle des variations nettement plus importantes. En effet, ces produits, qui représentent environ un tiers du panier de la ménagère, ont augmenté d'environ 16% au cours de cette même période.

Le salaire minimum nominal (36 gourdes par jour) est demeuré inchangé jusqu'en février 2003 lorsqu'il a été augmenté à 70 gourdes (moins de 2 dollars). Le pouvoir d'achat lié à cet indicateur avait déjà subi une perte de plus de 50% par rapport à 1996, année de son dernier

ajustement, et l'augmentation est loin de compenser la détérioration des conditions de vie de la population en général, devenues plus critiques à la suite des hausses de prix généralisées survenues en janvier 2003.

Bien que cet indicateur ne reflète pas la moyenne des perceptions effectives dans un pays où une grande partie de la population est «non salariée», cette perte indique cependant la possible dévalorisation des revenus que de nombreux groupes affrontent. Bien que se rapportant à 2001, les résultats préliminaires de l'Enquête sur les conditions de vie de l'Institut haïtien de statistiques contribuent à corroborer cette hypothèse. Selon ces données, 57% des foyers en milieux urbains sont pauvres (2 dollars par jour en termes de parité du pouvoir d'achat, PPA), par rapport à 82,5% en milieux ruraux. Les niveaux d'extrême pauvreté (1 PPA par jour), eux, atteignent 48% (urbains) et 64% (ruraux).

L'Association des Industriels Haïtiens (ADIH) a indiqué que l'emploi dans l'industrie de sous-traitance a enregistré une augmentation d'environ 5.000 travailleurs en 2002. Cependant, l'ampleur du chômage —environ 40% en milieux urbains—, l'absence de politiques spécifiques visant à l'atténuer et la prolongation de la crise politique, ont accru les disparités dans ce domaine qui constitue un des facteurs de retard structurel les plus dramatiques de l'économie haïtienne.

NOTES

¹ La période analysée se réfère à l'année fiscale 2001-2002, qui a commencé en octobre 2001 et terminé en septembre 2002.

² Elie Durant, «La situation des coopératives d'épargne et de crédit», dans *La situation économique et sociale d'Haïti en 2002*, PNUD (2003).

³ Année fiscale 2002-2003, qui s'étend d'octobre 2002 à septembre 2003.

Annexe statistique

Tableau 1

HAÏTI: PRINCIPAUX INDICATEURS ÉCONOMIQUES a/

	1998	1999	2000 b/	2001 b/	2002 b/
	Taux de variation				
Croissance et investissement					
Produit intérieur brut	2,2	2,7	0,9	-1,1	-0,9
Produit intérieur brut par habitant	0,3	0,8	-1,0	-2,9	-2,7
Produit intérieur brut (millions de gourdes)	62 997	69 254	77 580	85 442	92 164
Déflacteur du PIB (1987 = 100)	496,8	531,7	590,5	657,7	715,9
Revenu national brut à prix de marché c/	5,8	1,6	1,0	-1,8	0,4
Produit intérieur brut sectoriel					
Biens	1,4	-0,9	-1,1	0,5	-2,2
Services de base	5,6	14,1	9,9	-0,7	-0,1
Autres services	3,3	2,8	3,1	-0,6	0,1
	Points de pourcentage				
Décomposition du Taux de variation du PIB	<u>2,2</u>	<u>2,7</u>	<u>0,9</u>	<u>-1,1</u>	<u>-0,9</u>
Consommation	4,2	11,2	20,9	-3,8	-1,5
Publique	0,2	0,0	0,2	-0,9	0,5
Privée	4,0	11,2	20,7	-2,9	-2,1
Investissement	-0,8	5,6	5,2	-0,6	0,4
Exportations	3,6	3,1	1,3	-0,7	-0,6
Importations (-)	4,8	17,2	26,5	-4,0	-0,9
	Pourcentage du PIB c/				
Investissement brut interne	13,4	13,9	13,9	13,8	14,1
Epargne nationale	13,6	12,3	11,7	11,3	12,8
Epargne externe	-0,3	1,6	2,2	2,5	1,3
Emploi et salaires					
Salaire minimum réel (indices 1996 = 100)	76,4	70,6	63,4	54,3	49,9
	Taux de variation				
Prix (septembre-septembre)					
Indice général des prix à la consommation	8,2	9,9	15,3	12,3	10,1
Secteur externe					
Termes de l'échange des biens (fob/fob) (indices 1995 = 100)	94,2	95,3	88,1	86,6	93,5
Taux de change nominal (gourdes pour 1 dollar)	16,9	16,7	19,6	23,8	27,1
Indice du taux de change ajusté (1996 = 100)	79,8	74,3	80,8	86,7	92,0
	Millions de dollars				
Balance des paiements d/					
Compte courant	8,5	-58,8	-85,5	-96,7	-48,9
Solde commercial	-586,4	-719,8	-848,0	-855,8	-810,9
Exportations des biens et services e/	481,7	529,6	500,7	444,7	421,1
Importations des biens et services e/	1 068,1	1 249,4	1 348,8	1 300,4	1 232,0
Compte d'opérations financières	187,8	81,1	-12,1	75,7	-5,0
Variation des réserves internationales	-34,5	-21,4	45,7	2,4	80,5

/A suivre

Tableau 1 (Conclusion)

	1998	1999 b/	2000 b/	2001 b/	2002 b/
	Pourcentages				
Dette externe					
Encours de la dette externe (% du PIB) f/	29,7	28,0	29,6	33,2	35,6
Intérêts nets (% des exportations des biens et services)	2,0	2,4	1,8	2,1	3,2
	Pourcentage du PIB				
Gouvernement central g/					
Recettes courantes	8,3	8,8	7,9	7,4	8,4
Dépenses courantes	8,8	9,3	8,1	8,2	9,2
Épargne ou Déficit courant (-)	-0,5	-0,5	-0,2	-0,8	-0,8
Dépenses de capital	2,0	2,1	2,4	1,8	2,1
Déficit fiscal	-2,2	-2,4	-2,5	-2,6	-2,9
Financement interne	1,9	3,0	2,8	2,6	3,1
Financement externe	0,4	-0,7	-0,2	0,1	-0,2
	Taux de variation				
Monnaie et crédit					
Solde monétaire du système bancaire	14,7	17,1	36,9	5,2	17,2
Réserves nettes de change	12,1	7,5	75,3	-13,3	-0,1
Crédit intérieur net	15,7	20,7	24,2	13,8	23,4
Au secteur public	9,6	28,3	25,7	30,2	25,3
Au secteur privé	15,9	9,0	37,2	-7,6	14,8
Monnaie (M1)	9,0	17,4	19,7	7,8	20,8
Épargne et dépôts à terme (monnaie nationale)	13,3	11,6	17,5	9,2	4,3
M2	11,4	14,1	18,5	8,6	11,6
Dépôts en monnaie étrangère (dollars)	26,7	26,9	89,9	-0,9	28,4
Liquidité étendue (M3)	14,7	17,1	36,9	5,2	17,2
	Taux annuels				
Taux d'intérêt réel (moyennes des années fiscales)					
Taux sur les dépôts	0,1	0,0	-1,0	-2,2	0,4
Taux sur les prêts	9,6	13,9	11,1	9,8	16,3
Taux d'intérêt équivalent en monnaie étrangère h/	7,9	9,5	-6,0	-6,0	-3,9

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

a/ Chiffres correspondant aux années fiscales (octobre-septembre).

b/ Chiffres provisoires.

c/ Sur la base de séries en dollars de 1995.

d/ Les composantes de la balance des paiements sont enregistrées selon les recommandations du V Manuel de la Balance des Paiements du FMI.

e/ Y compris industrie de sous-traitance.

f/ Conversion réalisée au taux de change de référence de la BRH.

g/ Inclut uniquement les recettes et dépenses d'opération du gouvernement central.

h/ Taux sur les dépôts déflaté par la variation du taux de change au cours de l'année fiscale.

Tableau 2

HAÏTI: PRINCIPAUX INDICATEURS TRIMESTRIELS a/

	2001 b/				2002 b/				2003 b/			
	I	II	III	IV	I	II	III	IV	I	II	III	IV
Produit intérieur brut	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Indice général des prix à la consommation (variation sur 12 mois)	18,7	17,6	16,6	14,4	8,8	8,2	8,4	9,5	13,2	33,1	...	...
Taux de change réel (indices 1996 = 100)	93,1	90,9	89,7	92,1	96,1	96,9	95,7	99,4	115,6	120,0	...	...
Taux d'intérêt réel												
Sur les dépôts c/	-3,6	-2,9	-1,5	-1,0	3,1	0,9	-0,7	-1,5	-4,6	-15,7	...	...
Sur les prêts d/	7,3	9,7	10,5	11,6	18,5	16,5	15,4	15,1	10,5	-4,5	...	...
Monnaie (M1) (variation trimestrielle)	4,9	-0,9	-1,3	5,4	10,6	0,5	0,4	7,9	16,3	3,8	...	...

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels.

a/ Indicateurs trimestriels des années fiscales respectives (Octobre-Septembre).

b/ Chiffres provisoires.

c/ A termes de 6 mois.

d/ Prêts en gourdes.

Tableau 3

HAÏTI: OFFRE ET DEMANDE GLOBALES

	Millions de gourdes de 1987					Composition (pourcentage)			Taux de croissance			
	1998	1999	2000 a/	2001 a/	2002 a/	1998	2001 a/	2002 a/	1999	2000 a/	2001 a/	2002 a/
Offre totale	22 295	24 822	28 387	27 710	27 480	175,8	213,3	213,5	11,3	14,4	-2,4	-0,8
Produit intérieur brut aux prix du marché	12 681	13 025	13 138	12 991	12 874	100,0	100,0	100,0	2,7	0,9	-1,1	-0,9
Importations de biens et services	9 614	11 797	15 249	14 719	14 606	75,8	113,3	113,5	22,7	29,3	-3,5	-0,8
Demande totale	22 295	24 822	28 387	27 710	27 480	175,8	213,3	213,4	11,3	14,4	-2,4	-0,8
Demande intérieure	19 917	22 052	25 442	24 860	24 713	157,1	191,4	192,0	10,7	15,4	-2,3	-0,6
Formation brute de capital fixe	2 955	3 663	4 335	4 253	4 307	23,3	32,7	33,5	24,0	18,3	-1,9	1,3
Consommation totale	16 962	18 389	21 107	20 607	20 406	133,8	158,6	158,5	8,4	14,8	-2,4	-1,0
Publique	1 872	1 876	1 901	1 787	1 857	14,8	13,8	14,4	0,2	1,3	-6,0	3,9
Privée	15 091	16 513	19 206	18 820	18 549	119,0	144,9	144,1	9,4	16,3	-2,0	-1,4
Exportations de biens et services	2 378	2 770	2 945	2 850	2 767	18,8	21,9	21,5	16,5	6,3	-3,2	-2,9

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) et la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Chiffres provisoires.

Tableau 4

HAÏTI: PRODUIT INTÉRIEUR BRUT PAR PRINCIPAUX SECTEURS, AUX PRIX DU MARCHÉ

	Millions de gourdes de 1987					Composition (pourcentage)			Taux de croissance			
	1998	1999	2000 a/	2001 a/	2002 a/	1998	2001 a/	2002 a/	1999	2000 a/	2001 a/	2002 a/
Produit intérieur brut	12 681,0	13 024,7	13 138,8	12 991,3	12 874,3	100,0	100,0	100,0	2,7	0,9	-1,1	-0,9
Total partiel biens	5 475,3	5 423,8	5 362,1	5 390,4	5 272,6	43,2	41,5	41,0	-0,9	-1,1	0,5	-2,2
Agriculture b/	3 656,9	3 553,1	3 423,8	3 445,6	3 316,8	28,8	26,5	25,8	-2,8	-3,6	0,6	-3,7
Industrie d'extraction	12,7	13,6	14,4	13,7	13,9	0,1	0,1	0,1	6,6	6,0	-5,0	1,7
Industrie manufacturière	1 017,9	987,4	982,2	983,3	986,4	8,0	7,6	7,7	-3,0	-0,5	0,1	0,3
Construction	787,8	869,6	941,7	947,9	955,5	6,2	7,3	7,4	10,4	8,3	0,6	0,8
Total partiel services de base	662,4	755,7	830,3	824,4	823,7	5,2	6,3	6,4	14,1	9,9	-0,7	-0,1
Electricité, gaz et eau	93,7	90,4	82,0	59,8	61,0	0,7	0,5	0,5	-3,6	-9,2	-27,1	2,0
Transport, stockage et communications	568,7	665,3	748,3	764,6	762,7	4,5	5,9	5,9	17,0	12,5	2,2	-0,2
Total partiel services divers	6 024,7	6 195,9	6 386,1	6 350,9	6 355,2	47,5	48,9	49,4	2,8	3,1	-0,6	0,1
Commerce	3 124,6	3 250,8	3 397,9	3 409,8	3 410,7	24,6	26,2	26,5	4,0	4,5	0,3	0,0
Etablissements financiers et d'assurances et propriété immobilière c/	1 453,7	1 500,7	1 566,4	1 555,7	1 554,7	11,5	12,0	12,1	3,2	4,4	-0,7	-0,1
Propriété immobilière	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Services communaux, sociaux et personnels	1 446,4	1 444,4	1 421,7	1 385,4	1 389,8	11,4	10,7	10,8	-0,1	-1,6	-2,6	0,3
Gouvernement d/	1 446,4	1 444,4	1 421,7	1 385,4	1 389,8	11,4	10,7	10,8	-0,1	-1,6	-2,6	0,3
Ajustement e/	518,6	649,4	560,4	425,6	422,8	4,1	3,3	3,3	25,2	-13,7	-24,0	-0,7

Source: CEPALC, sur la base de chiffres de l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris élevage, sylviculture et pêche.

c/ Correspond aux "services marchands"

d/ Correspond aux "services non marchands"

e/ Services bancaires, impôts et taxes à l'importation.

Tableau 5

HAÏTI: INDICATEURS DE LA PRODUCTION AGRICOLE ET DE L'ÉLEVAGE a/

	Milliers de tonnes						Taux de croissance				
	1997	1998	1999	2000 b/	2001 b/	2002 b/	1998	1999	2000 b/	2001 b/	2002 b/
Principales cultures											
D'exportation											
Café	27,0	27,2	28,0	30,0	28,0	...	0,7	2,9	7,1	-6,7	...
Cacao	4,2	4,5	4,5	4,5	4,3	...	7,1	0,0	0,0	-4,4	...
Mangues	210,0	225,0	225,0	250,0	250,0	...	7,1	0,0	11,1	0,0	...
De consommation interne											
Riz	160,0	101,3	100,0	130,0	103,0	...	-36,7	-1,3	30,0	-20,8	...
Maïs	230,0	206,1	250,0	202,5	180,0	...	-10,4	21,3	-19,0	-11,1	...
Millet	100,0	95,2	100,0	98,0	80,0	...	-4,8	5,1	-2,0	-18,4	...
Haricots	50,0	35,1	35,5	33,2	32,9	...	-29,8	1,1	-6,6	-0,8	...
Bananes	250,0	287,7	290,0	322,5	290,0	...	15,1	0,8	11,2	-10,1	...
Canne à sucre	1 100,0	1 000,1	1 000,0	800,0	1 008,1	...	-9,1	0,0	-20,0	26,0	...
Indicateurs de l'élevage											
Viande (total)	72,8	79,6	79,9	91,6	91,6	...	9,3	0,3	14,7	0,0	...
Oeufs	3,8	3,8	3,8	4,1	4,1	...	0,0	1,3	8,6	0,0	...

Source: CEPALC, sur la base d'estimations de la FAO (FAOSTAT).

a/ Vu le manque de données officielles, nous ne présentons que les estimations réalisées par la FAO.

b/ Estimations.

Tableau 6

HAÏTI: INDICATEURS DE LA PRODUCTION INDUSTRIELLE

	1998	1999	2000 a/	2001 a/	2002 a/	1999	2000 a/	2001 a/	2002 a/
	Indices 1996 = 100 b/					Taux de croissance			
Industries manufacturières	100,5	97,5	97,0	97,1	97,4	-3,0	-0,5	0,1	0,3
Aliments et boissons	102,8	101,1	97,9	98,5	99,6	-1,6	-3,2	0,6	1,1
Tabac	100,0	99,0	99,0	100,4	101,6	-1,0	0,0	1,4	1,2
Industrie textile	102,8	96,0	95,9	94,3	91,6	-6,7	0,0	-1,7	-2,8
Ouvrages en bois et similaires (sauf meubles)	86,9	81,4	84,5	85,2	86,5	-6,4	3,8	0,9	1,6
Papier et similaires	105,1	94,6	100,1	100,6	102,7	-10,0	5,8	0,4	2,1
Produits chimiques	82,7	79,1	79,3	80,2	81,3	-4,4	0,2	1,2	1,3
Minéraux non-métalliques	123,4	126,4	130,4	130,6	132,9	2,5	3,1	0,2	1,8
Produits métallurgiques de base	87,7	95,6	102,4	102,6	102,7	9,0	7,1	0,2	0,1
Ouvrages en métaux (sauf machines et matériels)	134,4	134,4	143,0	142,1	138,2	0,0	6,5	-0,7	-2,7
Meubles	102,4	105,3	110,0	110,0	111,6	2,8	4,5	0,0	1,4
Consommation commerciale et industrielle d'électricité	143,7	137,5	135,8	100,8	114,4	-4,3	-1,2	-25,8	13,5

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Sur la base de chiffres de la valeur ajoutée par secteur d'activité en gourdes constants de 1986-1987.

Tableau 7

HAÏTI: EVOLUTION DE LA PRODUCTION ET DE LA CONSOMMATION D'ÉLECTRICITÉ

	Millions de kWh					Taux de croissance			
	1998	1999	2000	2001 a/	2002 a/	1999	2000	2001 a/	2002 a/
Production	633,4	639,6	635,1	440,6	446,7	1,0	-0,7	-30,6	1,4
Consommation b/	316,3	305,3	306,1	238,1	255,9	-3,5	0,3	-22,2	7,5
Commerciale et industrielle	143,7	137,5	135,8	100,8	114,4	-4,3	-1,2	-25,8	13,5
Résidentielle	123,3	126,0	123,3	90,1	92,7	2,2	-2,1	-26,9	2,8
Autres	49,3	41,8	47,0	47,2	48,8	-15,2	12,4	0,5	3,4
Eclairage public	13,8	11,4	12,5	13,9	13,9	-17,4	9,6	10,8	0,0
Services publics et communaux	35,5	30,4	34,5	33,4	35,0	-14,4	13,4	-3,2	4,8
Ratios de pertes et de consommation non enregistrée c/	50,1	52,3	51,8	46,0	42,7	4,4	-0,9	-11,3	-7,0

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI).

a/ Chiffres provisoires.

b/ La différence entre la production et la consommation s'explique par les pertes et la consommation non enregistrée.

c/ Pourcentages de la production totale.

Tableau 8

HAÏTI: PRINCIPAUX INDICATEURS DU COMMERCE EXTÉRIEUR DE BIENS

	1995	1996	1997	1998	1999	2000 a/	2001 a/	2002 a/
	Taux de croissance							
Exportations (fob) b/								
Valeur	31,2	11,2	22,8	44,6	13,0	-3,7	-7,1	-10,0
Quantum	19,3	15,3	21,1	35,6	19,1	-1,8	-4,1	-13,7
Valeur unitaire	10,0	-3,6	1,4	6,7	-5,1	-2,0	-3,1	4,3
Importations (fob) b/								
Valeur	178,3	-1,7	9,9	20,9	19,6	6,8	-2,9	-7,1
Quantum	161,3	-7,6	15,1	10,9	27,6	0,8	-1,5	-3,8
Valeur unitaire	6,5	6,4	-4,5	9,1	-6,2	6,0	-1,4	-3,4
Termes de l'échange (fob/fob)	3,3	-9,4	6,2	-2,2	1,2	-7,5	-1,8	8,0
	Indices (1995 = 100)							
Pouvoir d'achat des exportations	100,0	104,5	134,4	178,3	214,8	195,1	183,9	171,3
Quantum des exportations	100,0	115,3	139,6	189,3	225,4	221,5	212,4	183,2
Quantum des importations	100,0	92,4	106,3	117,9	150,4	151,6	149,3	143,6
Termes de l'échange (fob/fob)	100,0	90,7	96,3	94,2	95,3	88,1	86,6	93,5

Source: CEPALC, sur la base de chiffres officiels et des estimations propres.

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris l'industrie de sous-traitance.

Tableau 9

HAÏTI: EXPORTATIONS DE BIENS FOB

	Millions de dollars					Composition (pourcentage)				Taux de croissance			
	1998	1999	2000 a/	2001 a/	2002 a/	1990	2000 a/	2001 a/	2002 a/	1999	2000 a/	2001 a/	2002 a/
Exportations brutes (FOB)	301,8	341,0	328,3	305,0	274,4	100,0	100,0	100,0	100,0	13,0	-3,7	-7,1	-10,0
Exportations nettes (FOB) b/	170,1	180,9	171,0	151,7	139,7	....	52,1	49,7	50,9	6,3	-5,4	-11,3	-7,9
Produits agricoles	52,7	43,1	36,6	25,1	29,5	17,0	11,1	8,2	10,7	-18,2	-15,2	-31,3	17,4
Café	21,8	15,2	7,1	4,8	2,9	5,8	2,2	1,6	1,0	-30,0	-53,2	-32,7	-39,9
Cacao	7,5	6,0	2,2	1,8	5,5	0,7	0,7	0,6	2,0	-20,3	-63,0	-19,0	209,5
Sucre	-	-	-	-	0,0	1,4	....	....	0,0	...	...	...	...
Sisal	2,0	1,5	2,0	0,5	1,2	2,1	0,6	0,2	0,4	-21,9	32,7	-73,9	130,2
Huiles essentielles	6,1	4,0	4,7	3,4	4,8	0,3	1,4	1,1	1,8	-34,0	15,1	-27,5	42,7
Mangues	5,8	6,7	8,0	4,2	5,5	...	2,4	1,4	2,0	16,2	18,4	-47,9	31,3
Autres produits agricoles	9,5	9,6	12,6	10,5	9,6	6,7	3,8	3,4	3,5	0,5	31,1	-16,6	-8,5
Articles manufacturés c/	79,6	103,7	100,5	97,9	86,1	25,9	30,6	32,1	31,4	30,4	-3,2	-2,5	-12,1
Manufactures artisanales et autres produits industriels	24,0	19,9	20,7	16,9	13,1	11,9	6,3	5,5	4,8	-16,9	3,6	-18,1	-22,4
Ajustement pour évaluation	13,9	14,1	14,0	12,0	11,0	5,5	4,3	3,9	4,0	1,7	-1,1	-14,2	-8,0
Ajustement pour classification	131,6	160,1	157,2	153,3	134,7	....	47,9	50,3	49,1	21,7	-1,8	-2,5	-12,1

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Valeur nette des exportations (valeur brute moins "ajustements pour classification"). Des exportations de l'industrie de sous-traitance seule la valeur ajoutée est considérée.

c/ Correspond à la valeur ajoutée des entreprises de sous-traitance.

Tableau 10

HAÏTI: IMPORTATIONS DE BIENS CIF

	Millions de dollars					Composition (pourcentage)				Taux de croissance			
	1998	1999	2000 a/	2001 a/	2002 a/	1990	2000 a/	2001 a/	2002 a/	1999	2000 a/	2001 a/	2002 a/
Importations totales (CIF)	883,9	1 094,1	1 168,5	1 134,9	1 054,2	100,0	100,0	100,0	100,0	23,8	6,8	-2,9	-7,1
Produits alimentaires, boissons et tabac	243,9	335,2	290,9	307,1	267,3	19,9	24,9	27,1	25,4	37,4	-13,2	5,5	-12,9
Combustibles minéraux	80,8	86,8	186,5	163,8	157,3	21,3	16,0	14,4	14,9	7,4	114,9	-12,2	-4,0
Hydrocarbures	71,2	73,9	158,5	139,3	134,8	20,5	13,6	12,3	12,8	3,8	114,5	-12,1	-3,2
Huiles et graisses	64,0	38,5	43,1	35,3	23,4	9,4	3,7	3,1	2,2	-39,7	12,0	-18,2	-33,9
Produits chimiques	49,7	54,4	50,7	50,8	46,8	11,2	4,3	4,5	4,4	9,5	-6,8	0,3	-8,0
Articles manufacturés b/	170,0	223,6	255,4	226,9	209,5	15,4	21,9	20,0	19,9	31,6	14,2	-11,2	-7,7
Machines et matériel de transport	142,1	183,0	171,5	175,2	159,8	14,6	14,7	15,4	15,2	28,8	-6,2	2,1	-8,8
Articles manufacturés divers c/	53,2	71,2	69,4	86,7	84,4	4,6	5,9	7,6	8,0	33,9	-2,6	24,9	-2,7
Autres d/	80,3	101,4	100,9	108,8	105,9	3,6	8,6	9,6	10,0	26,4	-0,5	7,8	-2,7
Importations totales brutes (FOB) e/	822,1	1 017,5	1 086,7	1 055,4	980,4	...	...	...	...	23,8	6,8	-2,9	-7,1

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris les produits textiles, en cuir, en caoutchouc, en bois, en papier ainsi que les minéraux métalliques et non métalliques.

c/ Y compris vêtements, chaussures, articles de voyage, meubles, instruments professionnels ainsi que les articles sanitaires et électroménagers.

d/ Matériaux bruts non comestibles et articles divers.

e/ Total CIF moins "ajustement pour assurances et frêts", plus "ajustement pour classification".

Tableau 11

HAÏTI: BALANCE DES PAIEMENTS (PRÉSENTATION ANALYTIQUE)

(Millions de dollars)

	1997	1998	1999	2000 a/	2001 a/	2002 a/
I. Compte des transactions courantes	-59,0	8,5	-58,8	-85,5	-96,7	-48,9
Exportations de biens I.a.b	208,6	301,8	341,0	328,3	305,0	274,4
Importations de biens I.a.b	-703,3	-850,5	-1 017,5	-1 086,7	-1 055,0	-980,4
Solde au titre des biens	-494,7	-548,8	-676,5	-758,5	-750,0	-706,0
Services (crédit)	173,7	180,0	188,6	172,5	139,7	146,7
Transports	6,9	10,0	...	...	...	...
Voyages	158,6	161,6	...	...	...	...
Autres services	8,2	8,4	...	...	...	...
Services (débit)	-201,5	-217,6	-231,8	-262,1	-245,4	-251,6
Transports	...	...	...	...	...	...
Voyages	...	...	...	...	...	...
Autres services	...	...	...	...	...	...
Solde au titre des biens et services	-522,4	-586,4	-719,8	-848,0	-855,8	-810,9
Revenus (crédit)	...	...	...	...	...	...
Rémunération des salariés	...	...	...	...	...	...
Revenu des investissements	...	...	...	...	...	...
Revenu des investissements directs	...	...	...	...	...	...
Revenu des investissements de portefeuille	...	...	...	...	...	...
Revenu des autres investissements	...	...	...	...	...	...
Revenus (débit)	-13,6	-11,7	-12,6	-9,2	-9,5	-13,7
Rémunération des salariés	...	...	...	...	...	...
Revenu des investissements	-13,6	-10,8	...	...	...	...
Revenu des investissements directs	-1,5	-1,4	...	...	...	...
Revenu des investissements de portefeuille	...	...	...	...	...	...
Revenu des autres investissements	-12,1	-9,4	-12,6	-9,2	-9,5	-13,7
Solde au titre des revenus	-13,6	-11,7	-12,6	-9,2	-9,5	-13,7
Transferts courants (crédit) b/	477,0	606,5	673,6	771,7	768,6	775,7
Transferts courants (débit)	...	...	...	...	...	0,0
Solde au titre des transferts courants	477,0	606,5	673,6	771,7	768,6	775,7
II. Compte de capital c/	...	...	...	...	...	...
III. Compte d'opérations financières c/	60,8	187,8	81,1	-12,1	75,7	-5,0
Investissements directs de l'économie à l'étranger	...	...	...	...	...	0,0
Investissements directs de l'étranger dans l'économie	4,0	10,8	30,0	13,3	4,4	5,7
Avoirs des investissements de portefeuille	...	...	...	...	...	...
Titres de participation	...	...	...	...	...	...
Titres de créance	...	...	...	...	...	...
Engagements des investissements de portefeuille	...	...	...	...	...	...
Titres de participation	...	...	...	...	...	...
Titres de créance	...	...	...	...	...	...
Avoirs des autres investissements d/	56,8	177,0	51,1	-25,3	71,3	-10,7
Autorités monétaires d/	...	...	...	...	...	0,0
Administrations publiques d/	36,9	37,7	71,8	26,3	3,9	-19,0
Banques d/	15,9	-1,7	-3,9	-62,3	5,1	3,4
Autres secteurs d/	4,0	141,0	-16,8	10,6	62,3	4,9
Engagements des autres investissements	...	...	...	...	...	...
Autorités monétaires	...	...	...	...	...	...
Administrations publiques	...	...	...	...	...	...
Banques	...	...	...	...	...	...
Autres secteurs	...	...	...	...	...	...
IV. Erreurs et omissions nettes	28,6	-161,8	-1,0	51,9	18,6	-26,5
V. Solde global	30,4	34,5	21,3	-45,7	-2,4	-80,5
VI. Réserves et postes apparentés	-30,4	-34,5	-21,4	45,7	2,4	80,5
Avoirs de réserve	-50,2	-29,1	-33,6	57,1	-5,0	49,0
Utilisation des crédits et prêts du FMI	18,2	-5,3	11,5	-15,5	-4,2	3,3
Financements exceptionnels e/	1,6	-0,1	0,7	4,1	11,6	28,3

Source: CEPALC, sur la base de chiffres de la Banque de la République d'Haïti (BRH) et du Fonds monétaire international (FMI).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris les dons officiels.

c/ Non compris les composantes qui font partie des catégories du Groupe VI.

d/ Valeurs nettes.

e/ Y compris les arriérés de paiement et refinancements.

Tableau 12

HAÏTI: ÉVOLUTION DU TAUX DE CHANGE

	1996	1997	1998	1999	2000	2001 a/	2002 a/
	Gourdes pour 1 dollar						
Taux de change de référence b/	16,01	16,17	16,92	16,71	19,62	23,83	27,08
	Indices (1996 = 100)						
1. Indices du taux de change							
Taux de change de référence	100,0	101,0	105,7	104,4	122,5	148,8	169,1
2. Indices des prix à la consommation							
a) Haïti	100,0	116,2	131,0	141,6	157,8	184,3	200,4
b) Etats-Unis	100,0	102,7	104,3	106,3	109,7	113,3	115,0
3. Indices des prix relatifs (a/b)	100,0	113,2	125,5	133,1	143,8	162,7	174,3
4. Indices ajustés du taux de change (1/3)							
Taux de change de référence	100,0	89,3	84,2	78,4	85,2	91,4	97,0

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH) et le Fonds Monétaire International (FMI).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Taux moyen pondéré calculé par la BRH, à partir du taux moyen d'achat des banques commerciales y du marché informel.

Tableau 13

HAÏTI: INDICATEURS DE L'ENDETTEMENT EXTERNE a/

	1997	1998	1999	2000 b/	2001 b/	2002 b/
Millions de dollars						
Encours	1 024.9	1 104.2	1 162.3	1 170.3	1 188.8	1 211.9
Gouvernement	851.8	938.6	997.8	994.8	1 037.5	...
Entreprises publiques	173.1	165.6	167.7	175.5	151.3	...
Tirages	74.3	61.1	104.9	49.8	35.4	13.0
Service de la dette	33.2	35.2	54.6	40.0	24.0	20.6
Amortissements	19.7	23.5	35.7	27.2	15.1	17.2
Intérêts	13.5	11.7	18.9	12.8	8.9	3.4
Pourcentages						
Ratios de structure de la dette						
Dette publique extérieure/ exportations de biens et services c/	268.1	229.2	219.5	233.7	267.4	287.8
Services/exportations de biens et services c/	8.7	7.3	10.3	8.0	5.4	4.9
Intérêts nets/exportations de biens et services c/ d/	3.5	2.4	2.4	1.8	2.1	3.2
Service/tirage	44.7	57.6	52.1	80.3	67.8	158.2

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Montant, au 30 septembre de chaque année, de la dette extérieure décaissée.

b/ Chiffres provisoires.

c/ Y compris les exportations de l'industrie de sous-traitance.

d/ Correspond aux chiffres des intérêts nets de la Balance des Paiements.

Tableau 14

HAÏTI: ÉVOLUTION DES PRIX INTÉRIEURS a/

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 b/
Variation de septembre à septembre (pourcentages)							
Général	17.0	17.0	8.2	9.9	15.3	12.3	10.1
Alimentation	16.2	22.5	4.3	3.9	10.4	15.6	9.6
Variation moyenne annuelle (pourcentages)							
Général	20.6	16.2	12.7	8.1	11.5	16.8	8.7
Alimentation	19.3	18.7	14.5	1.3	6.0	18.1	9.3

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) et la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ À partir de chiffres d'indices des prix à base novembre 1996 = 100.

b/ Chiffres provisoires.

Tableau 15

HAÏTI: ÉVOLUTION DES PRIX À LA CONSOMMATION

	Indices (novembre de 1996 = 100)					Variation par rapport au même mois de l'année précédente				
	1999	2000	2001	2002 a/	2003 a/	1999	2000	2001	2002 a/	2003 a/
Indice général	129.9	144.8	169.1	183.8	...	8.1	11.5	16.8	8.7	...
Janvier	127.4	140.1	166.2	179.4	231.3	7.4	10.0	18.6	8.0	28.9
Février	128.3	141.7	167.3	180.8	240.9	7.9	10.5	18.1	8.0	33.3
Mars	129.1	144.6	168.2	182.4	249.8	8.0	12.0	16.3	8.5	37.0
Avril	130.1	146.1	169.7	184.2	256.5	7.4	12.3	16.2	8.5	39.3
Mai	131.3	146.9	171.6	186.0	...	7.6	11.9	16.9	8.4	...
Juin	132.6	147.9	172.6	187.1	...	8.1	11.5	16.7	8.4	...
Juillet	133.8	149.4	173.3	188.8	...	8.7	11.6	16.0	8.9	...
Août	134.7	151.6	174.4	191.0	...	9.3	12.5	15.0	9.5	...
Septembre	135.7	156.5	175.8	193.5	...	9.9	15.3	12.3	10.1	...
Octobre	136.7	161.4	176.7	197.8	...	10.1	18.0	9.5	11.9	...
Novembre	137.3	163.4	177.5	200.1	...	9.7	19.0	8.6	12.8	...
Décembre	138.6	164.9	178.4	204.7	...	9.7	19.0	8.1	14.8	...
Alimentation, boissons et tabac	125.9	133.4	157.6	172.2	...	1.3	6.0	18.1	9.3	...
Janvier	125.0	128.8	154.3	167.7	211.8	1.5	3.1	19.8	8.7	26.3
Février	126.3	130.6	155.0	169.8	218.0	2.3	3.4	18.7	9.5	28.4
Mars	125.4	132.8	155.3	170.9	226.1	1.0	5.9	16.9	10.1	32.3
Avril	126.9	134.3	157.7	172.8	234.7	0.5	5.8	17.4	9.6	35.9
Mai	127.0	134.8	160.7	174.3	...	0.1	6.1	19.2	8.5	...
Juin	126.3	136.5	161.5	175.6	...	-0.6	8.1	18.3	8.7	...
Juillet	127.8	138.2	162.5	177.2	...	0.0	8.2	17.6	9.0	...
Août	128.3	139.3	163.6	179.7	...	2.4	8.6	17.4	9.8	...
Septembre	129.0	142.4	164.6	180.5	...	3.9	10.4	15.6	9.6	...
Octobre	127.6	149.7	165.4	184.5	...	4.2	17.3	10.5	11.5	...
Novembre	128.2	152.5	166.1	187.0	...	4.3	19.0	8.9	12.6	...
Décembre	127.5	153.7	166.5	193.2	...	3.4	20.5	8.3	16.1	...

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH) et l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI).

a/ Chiffres provisoires.

Tableau 16

HAÏTI: ÉVOLUTION DES RÉMUNÉRATIONS

	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002 a/
Gourdes							
Salaire journalier minimum b/	36.0	36.0	36.0	36.0	36.0	36.0	36.0
Indices (1996 = 100)							
Salaires							
Nominaux	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Réels c/	100.0	86.1	76.4	70.6	63.4	54.3	49.9
Taux de croissance							
Salaires							
Nominaux	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0	0.0
Réels	-17.1	-13.9	-11.3	-7.5	-10.3	-14.4	-8.0

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par l'Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI) et de l'Association des Industries d'Haïti (ADIH).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Salaire journalier de base dans l'industrie.

c/ Déflactés par l'indice des prix à la consommation.

Tableau 17-A

HAÏTI: INDICATEURS MONÉTAIRES

	Solde en fin d'année fiscale (septembre) (millions de gourdes)					Taux de croissance			
	1998	1999	2000	2001 a/	2002 a/	1999	2000	2001 a/	2002 a/
1. Réserves nettes de change b/	5 115	5 497	9 635	8 354	8 346	7.5	75.3	-13.3	-0.1
2. Crédit intérieur net	13 709	16 552	20 554	23 400	28 883	20.7	24.2	13.8	23.4
Au secteur public	5 753	7 379	9 276	12 079	15 139	28.3	25.7	30.2	25.3
Gouvernement central	5 884	7 415	9 467	12 070	15 077	26.0	27.7	27.5	24.9
Entreprises publiques	-131	-36	-191	9	41	72.8	-434.9	104.5	383.4
Au secteur privé	9 104	9 921	13 613	12 584	14 447	9.0	37.2	-7.6	14.8
Instruments de régulation monétaire, bons BRH (-)	-1 659	-3 105	-1 301	-2 777	-3 153	87.2	-58.1	113.5	13.5
Prêts extérieurs à moyen et long terme (-)	...	...	...	...	...	...	...	...	...
Autres (net) c/	512	2 358	-1 034	1 514	2 450	360.6	-143.9	246.3	61.9
3. Passifs monétaires (1 + 2)	18 824	22 050	30 189	31 753	37 229	17.1	36.9	5.2	17.2
Monnaie en circulation	3 516	3 990	5 284	5 633	6 652	13.5	32.4	6.6	18.1
Depôts à vue	2 627	3 220	3 344	3 671	4 585	22.6	3.9	9.8	24.9
Monnaie (M1)	6 143	7 210	8 628	9 303	11 237	17.4	19.7	7.8	20.8
Dépôts à terme (monnaie nationale) d/	8 189	9 141	10 740	11 725	12 225	11.6	17.5	9.2	4.3
Liquidité en monnaie nationale (M2)	14 332	16 351	19 368	21 028	23 463	14.1	18.5	8.6	11.6
Dépôts en monnaie étrangère (dollars)	4 492	5 699	10 821	10 725	13 766	26.9	89.9	-0.9	28.4
Liquidité étendue (M3)	18 824	22 050	30 189	31 753	37 229	17.1	36.9	5.2	17.2
Multiplicateurs monétaires (solde en fin d'année)									
M1/base monétaire	0.66	0.64	0.61	0.57	0.58				
M2/base monétaire	1.54	1.44	1.37	1.28	1.22				
M3/base monétaire	2.03	1.94	2.14	1.93	1.93				
Ratios de liquidité e/									
M1/PIB	0.098	0.104	0.111	0.109	0.122				
M2/PIB	0.228	0.236	0.250	0.246	0.255				
M3/PIB	0.299	0.318	0.389	0.372	0.404				

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Chiffres provisoires.

b/ Y compris les dépôts en dollars des banques commerciales.

c/ Y compris les créances interbancaires.

d/ Y compris comptes d'épargne.

e/ PIB à prix courants selon la nouvelle valoration des comptes nationaux à prix de 1986-1987.

Tableau 17-B

HAÏTI: BILAN DE LA BRH

	Solde en fin d'année fiscale (septembre) (millions de gourdes)						Taux de croissance				
	1997	1998	1999	2000	2001 a/	2002 a/	1998	1999	2000	2001 a/	2002 a/
1. Réserves nettes de change	2 750	3 281	3 695	4 881	4 491	3 939	19.3	12.6	32.1	-8.0	-12.3
2. Crédit intérieur net	3 979	4 284	4 254	7 776	8 832	11 683	7.7	-0.7	82.8	13.6	32.3
Au secteur public	5 818	6 409	7 701	9 701	12 150	15 176	10.2	20.1	26.0	25.2	24.9
Gouvernement central	5 947	6 538	7 695	9 887	12 138	15 114	9.9	17.7	28.5	22.8	24.5
Entreprises publiques	-129	-129	6	-187	11	62	-0.5	-104.6	-3 263.1	-106.0	450.9
Au secteur privé	168	394	330	1 334	415	463	134.7	-16.3	304.7	-68.9	11.6
Instruments de régulation monétaire, bons BRH (-)	-954	-1 629	-3 105	-1 301	-2 777	-3 153	70.8	90.6	-58.1	113.5	13.5
Prêts extérieurs à moyen et long terme (-)	-1 201	-1 244	-1 296	-4 605	-4 105	-4 255	3.5	4.2	255.4	-10.9	3.7
Autres (net)	149	354	624	2 646	3 150	3 452	137.3	76.5	323.9	19.0	9.6
3. Passifs monétaires (1+2)	6 729	7 565	7 949	12 657	13 323	15 622	12.4	5.1	59.2	5.3	17.3
Monnaie en circulation	3 355	3 516	3 990	5 284	5 633	6 652	4.8	13.5	32.4	6.6	18.1
Engagements envers institutions financières monétaires	3 374	4 049	3 959	7 373	7 691	8 970	20.0	-2.2	86.2	4.3	16.6

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Chiffres provisoires.

Tableau 18

HAÏTI: RECETTES ET DÉPENSES DU GOUVERNEMENT CENTRAL a/

	Millions de gourdes					Taux de croissance			
	1998	1999	2000 b/	2001 b/	2002 b/	1999	2000 b/	2001 b/	2002 b/
1. Recettes totales (1.1 + 1.2)	5 383	6 275	6 170	6 332	7 722	16.6	-1.7	2.6	21.9
1.1. Recettes courantes	5 259	6 068	6 149	6 324	7 721	15.4	1.3	2.8	22.1
Directes	671	902	1 263	1 246	1 584	34.5	40.0	-1.4	27.1
Personnes physiques	261	405	715	673	763	55.2	76.5	-5.9	13.3
Sociétés	410	497	548	573	821	21.4	10.3	4.5	43.3
Indirectes	2 275	2 184	1 992	2 329	2 952	-4.0	-8.8	16.9	26.7
Taxe sur le chiffre d'affaires (TCA)	1 420	1 152	1 737	2 051	2 417	-18.9	50.7	18.1	17.9
Droits d'accise	855	1 031	255	278	534	20.6	-75.3	8.9	92.2
Diverses	1 210	1 676	1 368	976	1 115	38.5	-18.4	-28.6	14.2
Recettes douanières	1 103	1 306	1 526	1 773	2 070	18.4	16.9	16.2	16.8
1.2. Transferts des entreprises publiques	124	207	20	8	1	67.4	-90.3	-60.4	-87.5
2. Dépenses courantes	5 549	6 418	6 308	7 011	8 469	15.7	-1.7	11.1	20.8
Dépenses budgétaires	4 463	5 305	5 257	6 045	7 612	18.9	-0.9	15.0	25.9
Rémunérations	2 825	2 750	3 415	3 343	3 483	-2.6	24.2	-2.1	4.2
Dépenses de fonctionnement	1 638	2 555	1 842	2 701	4 129	56.0	-27.9	46.7	52.8
Dépenses extra-budgétaires	1 087	1 113	1 051	966	857	2.4	-5.6	-8.0	-11.3
Subventions	480	369	402	439	494	-23.1	8.9	9.2	12.7
Intérêts	444	563	377	228	127	26.8	-33.1	-39.6	-44.5
Dettes interne	222	247	140	...	...	11.0	-43.2	...	...
Dettes externe	222	317	237	228	127	42.7	-25.2	-3.8	-44.5
Autres dépenses	163	181	273	300	236	11.1	50.4	10.1	-21.3
3. Epargne ou Déficit courant (1 - 2)	-291	-350	-159	-687	-748	20.7	-54.7	332.8	8.9
4. Dépenses de capital	1 239	1 488	1 830	1 578	1 908	20.1	23.0	-13.8	20.9
5. Dépenses totales (2 + 4)	6 789	7 906	8 138	8 589	10 384	16.5	2.9	5.5	20.9
6. Excédent ou Déficit fiscal (1 - 5)	-1 406	-1 631	-1 969	-2 257	-2 663				
7. Financement du déficit	1 406	1 631	1 969	2 257	2 663				
Financement extérieur net c/	223	-466	-192	60	-165				
Prêts externes (nets)	-422	-581	-390	-310	-277				
Dons	645	115	197	370	113				
Financement intérieur net	1 183	2 097	2 161	2 197	2 827				
Banque Centrale	618	1 090	1 954	2 248	2 892				
Autres sources de financement d/	565	1 008	207	-51	-65				
Ratios (pourcentages)									
Recettes totales/PIB	8.5	9.1	8.0	7.4	8.4				
Recettes courantes/PIB	8.3	8.8	7.9	7.4	8.4				
Dépenses totales/PIB	10.8	11.4	10.5	10.1	11.3				
Dépenses courantes/PIB	8.8	9.3	8.1	8.2	9.2				
Epargne courante/PIB	-0.5	-0.5	-0.2	-0.8	-0.8				
Dépenses de capital/PIB	2.0	2.1	2.4	1.8	2.1				
Déficit fiscal/PIB	-2.2	-2.4	-2.5	-2.6	-2.9				
Financement interne net/déficit	84.1	128.6	109.8	97.3	106.2				

Source: CEPALC, sur la base de chiffres communiqués par la Banque de la République d'Haïti (BRH) et le Ministère de l'Économie et des Finances (MEF).

a/ Non compris les investissements des projets financés en grande partie avec des ressources externes, dont le registre dépend du Ministère de la Planification et de la Coopération Externe (MPCE).

b/ Chiffres provisoires.

c/ Y compris les dons.

d/ Y compris les ajustements pour la prise en compte des arriérés de paiements internes, assimilables à une "source de financement" du gouvernement.

Tableau 19

HAÏTI: INDICATEURS DU SYSTÈME BANCAIRE, 1998-2002 (EN POURCENTAGES)

	1998	1999	2000	2001	2002
	Nombre de banques				
Banques incluses	14	12	13	13	13
Commerciales privées (y compris banques d'épargne et de logement)	10	8	9	9	9
Succursales de banques commerciales étrangères	2	2	2	2	2
Banques commerciales d'Etat	2	2	2	2	2
	Structure opérationnelle (millions de gourdes)				
Actifs	18 210	21 097	30 109	30 294	35 326
Passifs	17 176	20 009	28 573	28 487	33 182
Fonds propres (patrimoine)	1 035	1 089	1 537	1 807	2 040
	Structure opérationnelle				
Actifs	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Passifs	94.3	94.8	94.9	94.0	93.9
Fonds propres (patrimoine)	5.7	5.2	5.1	6.0	5.8
	Adéquation des fonds propres (patrimoine)				
Capital ajusté/actifs ajustés par risque a/	...	9.4	13.5	16.5	14.7
	Structure, qualité et concentration des actifs				
Disponibilités/actifs	31.7	28.0	37.2	37.8	38.3
Portefeuille net/actifs	43.7	40.5	39.5	34.9	34.4
Prets improductifs bruts/prets bruts	8.6	7.9	6.8	9.2	6.5
Actif productif/actif total	56.0	52.3	61.9	59.6	60.5
Provisions pour créances douteuses/prets improductifs bruts	56.2	62.3	62.6	66.2	84.4
Total du crédit	100.0	100.0	100.0	100.0	100.0
Consommation	12.2	9.5	11.1	10.0	11.1
Commerce (gros et détail)	34.2	35.0	34.4	36.2	34.8
Industrie manufacturière	20.6	19.8	18.3	19.1	18.5
Immobilier (résidentiel et commercial)	12.2	14.3	13.6	14.0	11.4
Autres (résiduel)	20.8	21.4	22.7	20.7	24.2
	Liquidité				
Disponibilités/total des dépôts	37.7	32.5	44.8	44.1	44.9
Disponibilités/dépôts à vue gourdes b/	220.0	183.1	334.8	334.8	324.5
Disponibilités/dépôts à vue dollars b/	479.6	457.0	444.2	430.5	331.0
Actif courant net/total actif c/	95.5	96.7	96.9	95.2	97.4
	Rentabilité				
Dividendes versés/avoir des actionnaires d/	8.6	6.9	...	...	...
Bénéfice net/actif total moyen e/	0.6	1.0	1.7	1.3	1.0
Bénéfice net/fonds propres moyen f/	10.1	18.5	32.8	23.4	17.3
(Revenus - dépenses)/actif productif moyen g/	0.9	1.8	2.3	1.7	2.0
	Risque et vulnérabilité				
Dépenses financières/total des dépôts	5.3	3.8	3.7	3.1	3.0
Actif productif/total des dépôts	66.4	60.7	74.5	69.4	70.7
Capital et réserves/actif total	4.5	3.4	3.3	3.8	3.3

Fuente: CEPALC, sur la base de chiffres de la Banque de la République d'Haïti (BRH).

a/ Le capital ajusté correspond à l'avoir des actionnaires.

b/ Les passifs à court terme ne considèrent que les dépôts à vue.

c/ Actifs courants nets: Actifs - dépenses d'intérêts.

d/ Dividendes comme pourcentage du patrimoine.

e/ Equivalent au *Return of Assets* (ROA) selon dénomination de la BRH.

f/ Equivalent au *Return of Equities* (ROE) selon dénomination de la BRH.

g/ Bénéfices avant impôts comme pourcentage des actifs productifs moyens.